



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*

Lucé, le 05 août 2010

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

Nos réf. : 377/RAAPC/IC10278-rap

Vos réf. :

Affaire 100559 suivie par :

Tél. : 02 37 91 27 62 – **Fax :** 02 37 90 71 92

Courriel : ut28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

PJ : 1 plan de situation
1 projet d'arrêté préfectoral complémentaire

0037720100805SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE DE MODIFICATIONS DES CONDITIONS
D'EXPLOITATION

SOCIÉTÉ SCAEL
COMMUNE DE LUCE

Par courrier en date du 29 mars 2010, la SCAEL vous informait des modifications des quantités maximales de produits dangereux stockés sur son site de Lucé.

Cette modification porte sur les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- 1172 stockage et emploi de substances ou préparations....très toxiques
la quantité stockée est inférieure à 20 tonnes ;
- 1173 stockage et emploi de substances ou préparations.... toxiques
la quantité stockée est inférieure à 100 tonnes ;
- 2260 broyage, ensachage,...de substances végétales et de tous produits organiques naturels
activité supprimée.

Compte tenu de ces éléments qui ont été vérifiés lors d'une visite d'inspection en date du 27 avril 2010, le dépôt de produits phytosanitaires exploité par la SCAEL à Lucé est désormais non classable au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et l'activité d'ensachage n'est plus exploitée.

De ce fait, il y a lieu de supprimer les articles correspondants (articles 2 : § 1.6.5, 2^{ème} alinéa, 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} points ; § 1.6.13, avant dernier alinéa ; § 2.1, 2.6 et 2.9 ; § 2.4 titre « prescriptions soumises à échéancier », 5^{ème} alinéa et dernier alinéa ainsi que l'annexe échéancier) de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 1997 qui régit le site.

La mise en place de piézomètre pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines imposée par l'exploitation du dépôt de produits phytosanitaires relevant du régime de l'autorisation n'a donc plus lieu d'être, il est donc également proposé d'abroger l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2002 et de compléter l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 Juillet 1997 par un § 1.10 Forages.

De plus, la rubrique 1155 a été supprimée par décret du 08 juillet 2009, l'exploitant nous a précisé par courrier du 29 juin 2010 la nouvelle répartition des produits stockés selon rubriques 1131, 1432, 1450, 1523, 1810 et 1820 de la nomenclature des ICPE. Ce classement, bien que inférieur au seuil de déclaration, peut être intégré au tableau de classement du site.

Je vous propose de modifier l'arrêté préfectoral du 2 juillet 1997 ainsi que l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} août 2007 conformément au projet d'arrêté joint au présent rapport.

Conformément à l'article R512-25 du Code de l'Environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir de saisir le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) pour avis sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire annexé au présent rapport.

L'inspecteur des installations classées

Le chef de l'unité territoriale par intérim,